

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18544 - 72ÈME ANNÉE

Journée mondiale du refus de la misère

La parole aux pauvres



Ce 17 octobre, La Réunion a commémoré la Journée mondiale du refus de la misère. À l'initiative d'ATD Quart Monde, plusieurs associations ont organisé un rassemblement de plusieurs centaines de personnes devant le théâtre de Champ-Fleuri à Saint-Denis. C'était l'occasion pour les pauvres de s'exprimer.

70 ans après l'abolition du statut colonial, La Réunion reste marquée par de profondes inégalités. Selon une étude publiée en 2013 par l'INSEE et le Conseil général, les indicateurs sociaux font de notre île un département « socialement hors normes ». Notre île compte en effet près de la moitié de sa population en dessous du seuil de pauvreté. Près d'un tiers de la population active est au chômage, plus de la moitié des jeunes sont privés de travail, et La Réunion compte plus de 110.000 illettrés. Pendant ce temps, la crise du logement s'aggrave tous les ans, avec plus de 20.000 demandes de logement social en souffrance. Derrière ces indicateurs, ce sont des drames. Une partie des Réunionnais sont abandonnés. Hier, ils ont eu la possibilité de s'exprimer.

En effet, à l'initiative d'ATD Quart Monde et de plusieurs associations, une commémoration de la Journée

mondiale du refus de la misère avait lieu devant le théâtre de Champ-Fleuri. Commencée par une université populaire, cette journée s'est clôturée par un dépôt de fleurs sur la Dalle des Droits de l'Homme. Entre ces deux moments, des animations ont donné une dimension festive à cette rencontre où nombreux étaient ceux à être venus en famille.

Le maloya résonnait sous les chapiteaux dressés pour l'occasion. Et à la fin de la journée, ce sont les mots qui ont succédé aux roulèrs et kayamb. Des témoignages ont rappelé que l'assistance n'était pas un choix, mais le seul moyen de survivre. Car les pauvres se battent pour sortir de cette situation. Mais ils doivent faire face à une société qui ne fait pas de cadeaux. Ce sont les préjugés à l'embauche, les seules bouffées d'oxygène sont des emplois précaires sous-payés. La perspective de l'intégration pleine

et entière dans le monde du travail est chaque année toujours plus difficile.

Les voix des pauvres ont pu s'exprimer. Elles sont un appel à la solidarité. Une solidarité qui aux yeux des exclus semble bien insuffisante. Ce n'est pas qu'une question de revenu. C'est surtout une histoire de dignité. La pauvreté n'est pas le résultat d'un choix ou d'une fatalité. Elle est la conséquence d'une crise. C'est pourquoi les regards se tournent vers les politiques publiques. Près de la moitié des Réunionnais est confronté à une grande précarité. Cette question va-t-elle enfin être à la première place de tous les agendas politiques ? Car comment parler de développement durable et d'égalité réelle si la moitié de la population est abandonnée ?

M.M.

La Journée Mondiale du refus de la misère célébrée avec force à La Réunion

« L'État i fé pa in kont èk nou ! »

Ce lundi 17 octobre, plusieurs centaines de personnes se sont réunies devant le Têat Champ-Fleuri à Saint-Denis pour participer à la célébration réunionnaise de la Journée Mondiale du refus de la misère organisée par le mouvement ATD Quart Monde de La Réunion, présidé par Dominique Versini. À cette occasion, un grand nombre d'intervenants sur le thème "De l'humiliation et l'exclusion à la participation : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes" ont notamment mis en cause les politiques publiques qui abandonnent les Réunionnais les plus pauvres.



La journée a commencé par une Université populaire.

Cette belle journée a commencé par une "Université populaire Quart Monde" pour partager les expériences et les idées des participants sur le thème cité plus haut et traduit en créole : « Do-pi rabèsman sanm bordaz, ziska mèt ansanm, pou fini èk tout' sort' la mi-zèr ». Et cet échange très intéressant s'est déroulé devant une banderole appelant les citoyennes et citoyens réunionnais à « s'unir pour mettre fin à la pauvreté et à la discrimination » car « c'est construire un avenir durable pour tous ».

De nombreuses interventions de représentants d'ATD Quart Monde et d'autres associations solidaires de ce combat ont plaidé dans ce sens, en demandant par exemple que l'État français respecte les droits fondamentaux des plus pauvres à La Réunion. Et quand on connaît toutes les inégalités, humiliations, mépris et autres violences dont sont victimes près de la moitié des

Réunionnais sous le seuil de pauvreté, on imagine les critiques exprimées à cette occasion contre la politique gouvernementale injuste imposée à notre peuple.

« Que les pouvoirs politiques nous entendent ! »

C'est pourquoi il a aussi été rappelé que l'État français doit respecter l'Objectif officiel numéro un proclamé par les Nations Unies en faveur du Développement Durable : « mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ». D'où ces appels lancés par des intervenants : « Que les pouvoirs politiques nous entendent ! L'État i fé pa in kont èk nou ! » Pendant cette Université populaire, s'est déroulé un spectacle pour les enfants et les jeunes, suivi par un

pic-nique partage, des ateliers pour petits et grands dans les stands des associations solidaires, des rencontres avec des artistes et enfin une commémoration autour de la dalle des Droits de l'Homme, avec un discours de Dominique Versini.

Voici la liste des associations qui ont participé à la célébration de cette Journée mondiale pour exprimer leur soutien à ATD Quart Monde : le Secours Catholique ; l'Association Départementale de Protection Civile ; l'Association de Défense des Agriculteurs de La Réunion ; le Conseil Consultatif Régional des Personnes Accueillies et Accompagnées ; le Centre Régional d'Information de la Jeunesse à La Réunion ; Kultur Vizion ; Scouts et Guides ; Réparali ; le Comité pour l'Élimination des Violences Intra-Familiales ; le Cercle Philosophique Réunionnais.

Correspondant



Édito

BRICS : hors de l'Occident point de salut ?

Les BRICS viennent de tenir leur 8e Sommet, en Inde, après la tenue du G20, en Chine. L'Asie vient de signer 2 succès géopolitiques, à un mois et demi d'intervalle. En Inde, ce fut un échec retentissant pour l'Occident et les États Unis qui ont passé leur temps ces dernières années à fomenter des guerres, surtout, au lieu de sortir le monde du sous-développement qui est le résultat de 5 siècles de colonisation, de domination et de pillage.

Sur le plan stratégique, la tentative d'isoler la Russie par des sanctions économiques et diplomatiques est en train d'échouer. Mieux, les BRICS ont annoncé qu'ils s'occuperont du redressement de la Syrie, après la guerre. Ainsi, de l'Asie au Moyen-Orient, les BRICS ne cachent plus leur ambition. Un symbole très fort a été le lancement en Chine d'un module spatial habité pour construire une station habitable. A terme, l'actuelle station, fruit de la coopération de la Russie, des États Unis et des Européens sera devenue obsolète.

L'Union européenne saura-t-elle tirer les leçons du tournant qui s'opère actuellement et abandonner la politique hégémonique des États-Unis ? Quand on voit le spectacle de désolation que se donnent les 2 prétendants à la magistrature suprême de ce grand pays,

peut-on imaginer le monde entier sous leur direction ? Les propositions du président Chinois de relier l'Asie et l'Europe par une nouvelle route de la soie et par une ceinture maritime encouragent l'avenir et représentent une main tendue aux pays européens. L'année prochaine, la Chine accueillera le 9e Sommet de BRICS.

Les Réunionnais, qui ont les pieds à La Reunion et la tête à Paris, profiteront-ils de cette année supplémentaire pour constater l'ampleur du désastre qui s'annonce pour Notre pays. L'Egalité réelle n'aura aucun effet de redressement macro-économique et social. Les élections présidentielles et législatives seront terminées et les Réunionnais seront toujours avec leurs problèmes. Les BRICS montrent que pour sortir du sous-développement, ils créent une Nouvelle Banque de Développement. Ici, on crée une Nouvelle Route du Littoral alors que la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. Qui disait : hors de l'Occident, point de salut ?

J.B.

Témoignages

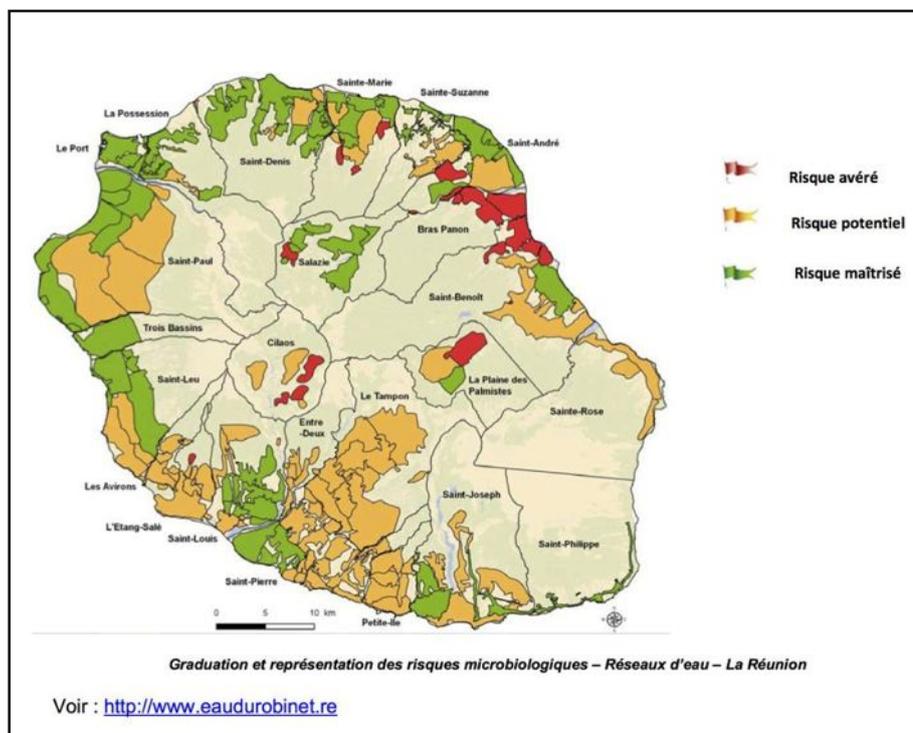
Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Moins d'un Réunionnais sur deux a accès à l'eau potable

Un colloque pour améliorer la qualité de l'eau du robinet

La Réunion souffre d'un retard structurel important en matière d'usines de potabilisation de l'eau destinée à la consommation humaine : plus de la moitié des abonnés sont alimentés par des eaux dont la qualité n'est pas maîtrisée en permanence. Dans le cadre du Plan d'actions Eau Potable, l'ARS Océan Indien (ARS OI) et la préfecture de La Réunion organisaient, le 17 octobre 2016, un colloque pour fédérer les acteurs institutionnels autour des enjeux de santé publique liés à la qualité de l'eau du robinet.



Des crédits exceptionnels sont octroyés aux collectivités pour créer des usines de potabilisation dans les trois prochaines années. L'objectif du colloque est d'inciter les collectivités à profiter de cette fenêtre de tir financière pour réaliser les investissements nécessaires à la mise en conformité de leurs installations d'eau.

Le colloque a fait intervenir des experts de l'eau sur les thèmes suivants :

- Les enjeux sanitaires de l'eau de consommation humaine ;
- Les enjeux réglementaires et juridiques ;
- Les outils et méthodes en réponse aux enjeux identifiés ;
- Les leviers financiers ;
- La dimension sociale de l'eau.

Experts, délégués, représentants d'institutions, ont ainsi pu échanger sur la nécessité et les moyens d'investir dans des usines de clarification de l'eau pour garantir en permanence une eau de qualité au robinet et ainsi, assurer la sécurité sanitaire des populations, notamment vis-à-vis du risque de gastro-entérite. Un point d'étape a été réalisé sur la réglementation, les risques encourus par les collectivités au niveau national et européen ainsi que les différentes aides à leur disposition. Une réflexion a également été menée sur la tarification sociale de l'eau avec, en toile de fond, la perspective du transfert de compétences eau et assainissement aux intercommunalités à l'horizon 2020 (loi NOTRe).

A La Réunion, 52 % des abonnés boivent une eau du robinet insuffisamment potabilisée ; une situation due à un retard structurel dans la construction d'usines de potabilisation. Il en résulte des non-conformités temporaires mais aussi chroniques, tout particulièrement lors des pluies, qui constituent un facteur de risque sanitaire pour les consommateurs réunionnais. Or, la réglementation impose de distribuer aux usagers une eau conforme en permanence, faisant courir un risque administratif et juridique aux collectivités qui ne respectent pas ces exigences. En outre, un risque de contentieux communautaire européen existe pour les réseaux de plus de 5 000 habitants non conformes. Aussi, un Plan d'actions Eau Potable

a été mis en place par l'ARS OI et la préfecture pour accompagner les communes sur les plans administratif, technique et financier. Les collectivités peuvent prétendre à plusieurs types d'aides permettant de subventionner environ 100 millions d'euros de travaux, pour la réalisation d'usines de potabilisation. A ce jour, la dynamique est déjà engagée, comme en témoignent les dossiers de demande de financement d'ores et déjà déposés par 5 communes.

Les collectivités invitées à investir

Pour un partage des mémoires et un récit commun

Terre d'interculturalité, la société réunionnaise est paradoxalement traversée par une quête identitaire qui touche tous les groupes. Mais notre atout est que l'appartenance revendiquée à une communauté spécifique n'exclut pas l'appartenance à d'autres groupes. Les situations de contacts, d'imbrications, d'interactions et d'échanges ont été et sont tellement nombreuses entre les Réunionnais, depuis le début du peuplement, qu'ils ont fini par partager un certain nombre de valeurs et une citoyenneté commune. Mais, nous n'avons pas encore une mémoire commune et un récit commun unanimement partagés, même si nous avons un peu dépassé la concurrence mémorielle. Il reste un long travail à accomplir pour un vrai partage de nos mémoires dans la solidarité et l'équité. Un bien vivre-ensemble ne peut se satisfaire d'une simple cohabitation de communautés.

C'est à ce travail qu'il faut s'atteler, car aucune société ne peut durer sans qu'elle soit structurée par un « récit » commun passant par un « corpus mémoriel unifié », à défaut par un partage de mémoires singulières. Il ne s'agit pas de partager les valeurs singulières de chaque culture présente dans l'île, souvent d'ailleurs antagonistes, mais d'une invitation à partager les mémoires, à travailler ensemble à la construction d'une mémoire unifiée. Car c'est elle qui forge l'identité commune d'un peuple, d'une nation.

Mais, est-ce simple de partager une mémoire ? Il convient tout d'abord de sortir de l'illusion que chaque Réunionnais/e est d'emblée en empathie avec la culture de l'autre, avec l'histoire des communautés culturelles en présence. La rencontre avec la différence culturelle, avec un individu porteur d'une culture différente, ne va pas de soi. Elle engendre souvent, après une phase de contentement, des incompréhensions, voire des tensions, parce qu'elle heurte les valeurs auxquelles nous sommes profondément attachés. Elle exige un travail sur soi, une prise de distance par rap-

port à sa propre culture. Le Réunionnais, métis ou pas, n'est pas une exception à la règle !

Revenons au partage des mémoires et à la fondation d'une mémoire collective qui concerne l'ensemble des Réunionnais. Peut-on partager une mémoire collective si on n'a pas d'expériences vécues ensemble, de souvenirs partagés au sein d'une collectivité ? En effet, la définition même de la mémoire renvoie au partage de souvenirs d'expériences vécues, mais ce défaut de partage peut être compensé, en temps réel, par le récit. « C'est le récit qui restitue l'expérience et la donne en partage par delà le temps et l'espace. C'est pourquoi le récit est fondateur : il est le suppléant de l'expérience partagée et participe à la fondation de la mémoire collective », écrit justement Federico Casalegno.

Grâce à un travail de dur labeur de nos historiens, nous avons aujourd'hui d'excellents récits historiques sur les différentes composantes de la société réunionnaise. Nous sommes donc en mesure d'avoir des représentations socialement partagées du passé. C'est aux citoyens réunionnais et leurs représentants qu'ils incombent d'approprier ces récits et de tisser les fils entre les diverses mémoires en présence. Nous sommes qu'au début du chemin.

Longtemps contrainte à une existence souterraine, la mémoire de l'esclavage a émergé avec force et elle est assumée et partagée par tous comme fête Kaf et fête de la liberté. La fin de l'engagisme, autre événement majeure de notre histoire, est heureusement commémorée depuis quelques années au Lazaret de la Grande Chaloupe. D'autre part, de nombreuses fêtes culturelles et/ou religieuses donnent à certaines communautés – Indo-musulmane, Comorienne, Tamoule... –, une très forte visibilité et affirment leur particularisme culturel, mais la mémoire des Petits Blancs est quasiment passée sous silence. N'ont-ils rien apporté à la société réunionnaise ? Le catholicisme est-il leur seul marqueur iden-

titaire ? Une mémoire collective doit être la mémoire de tous et de toutes. Une identité réunionnaise inclusive relève d'une histoire partagée.

Cette mémoire collective nous est nécessaire pour avancer, pour construire un bien vivre ensemble. Nous avons la capacité à partager nos récits de vie, nos mémoires respectives afin d'aboutir à une mémoire unifiée. Nous sommes au tout début de la fondation de cette mémoire. La tâche n'est pas simple. Il reste encore beaucoup à faire. En vue de créer un « récit » commun, nous avons encore besoin de l'aide et la collaboration de nos historiens et militants culturels pour mettre en valeur d'autres points de cristallisation de notre héritage collectif et de faire l'inventaire de tous nos « lieux de mémoire ». D'autre part, cette construction implique un travail en commun, et non le développement séparé des groupes qui cultivent dans leur coin leur identité culturelle et leur mémoire, comme c'est, nous semble-t-il, le cas aujourd'hui, malgré une petite ouverture.

L'entrée dans une démarche interculturelle s'avère nécessaire pour la mise en place de cette mémoire commune. Qu'est-ce à dire ? Échanger, dialoguer, partager, trouver du commun, sans renoncer à sa singularité n'est pas simple. Il faut la volonté, l'ouverture d'esprit, la ténacité, voire des compétences communicationnelles, pour faire dialoguer les cultures et les mémoires. L'interculturel n'a pas de contenu particulier autre que celui de faire société. Il se construit.

Reynolds Michel

Oté

Kan Didyé Robèr i sava fé la fète l'otonomi dann Rodrig (2)

Par l'fèt kosa nou té apré anparl yèr ? Nou té apré anparl mésyé Didyé kan li la parti fé la fète l'otonomi dann l'il Rodrig. Pou kosa li la fé sa é kisa dan sèt afèr lété an-parmi ? Pars sa osi sé in n'afèr intèrésan pou fé la romark.

Nou la di l'avé lo vis-prézidan l'il Moris épi lo komisèr-shèf Rodrig : dizon lo roprézantan l'éta santral, épi lo roprézantan lo péi otonome. Par koté d' Didyé l'avé li-mèm prézidan La Réjyon Rényon, épi lo nouvo l'ambasadèr La Frans dann l'il moris : in bon dozaz, in bon l'ékilib, i rapèl in pé l'ékilib nou la vi an-o la. Konmsi mésyé Didyé té i voulé pa z'ète tousèl dann sète afèr, sirtou pou sak li l'avé pou dir an piblik avèk lo bann moiyin l'informasyon, dann in fète ofisyèl an pliské sa.

Kosa li l'avé pou dir d'aprè zot ? Li l'avé poin in sinp bla-bla pou li déklaré. Kalité fraz i égzis dann bann diskour modèl. Non ! Li l'avé pou dir :

Zot l'aprè fété zordi lo 14e anivèrsèr l'otonomi l'il Rodrig. Avèk mon rogar, sète in z'amè, in voizin dann l'oséan indien pèrmète amoin de dir azot mi admir lo shomin zot la fine fé. Lo shoi zot la fé té vréman in paryaz gagan pou tout la popilasyon l'il Rodrig. In paryaz gagan galman pou tout la popilasyon la Républik Maurice.

Mi rosan, kan mi ariv isi, in gran volonté pou gagné, pou marsh an avan, pou mète la fors lo dévlopman pou rann sèrvis la popilasyon épi lo l'intéré zénéral. Mi koné mésyé lo shèf komisèr, konm ou i port in gran l'intéré pou lo bien komìn, pou l'intéré zénéral : mi koné bien mésyé lo shèf komisèr, out sousi pou la réisite épi l'épanouisman pou shak rodrigué é shak rodrigèz-lo dévlopman ékonomik bien sir mé dann l'intéré tout la popilasyon, la réisite sosyal biensir mé pou la mazorité d'moun.

I fo rokonète lété pa pou dir n'inport koi dovan tou-sa d'moun lété la. Moin mi rosan sa konm in volonté pou dir in sistèm konmsa, in shoi konmsa, moin pèrsonèl, sa i déplé pa moin.

(La pankor fini)

Justin

« Alime do fé oui ! Mé tinn ali, sa in n'ot afèr ! » - In kozman po la rout

M'a dir azot, sa sé in n'afèr moin la fine fé la romark dopi lontan. Lé pli fasil déklar la guèr, ké fé la pé. Mèm dann in famiy, lé pli fasil déklansh bagar plito ké ramenn la trankilité. Mi koné pa si zot lédakor avèk moin, mé nana si tèlman l'ébzanp i sava dann sans-la ké mi pans lé bien difisill donn amoin la démanti... Dann l'aktyalite nana in bonpé péi i soufèr la guèr : kisoï la guèr sivil, kisoï la guèr in péi étranj i déklansh. Konbien gran shèf blan pou in rézon zot i di pa la parti bonbard bann péi étranj konm Malbrouk-s'an va t'an guèr é kan zot té fini bonbardé mèm lo l'éta lété détrui si tèlman k'aprè i gingn pi trouv lo bout. Poitan si zot i kalkil bien, dann bann kozman tout nasyon nana bon konsèy, nana bon solisyon, mé in bonpéi tienbo pa kont é zot i s'anfoutsa. La sazès ? La pé ? sékonm in maladi. Alé ! Ni artrouv pli d'van sipétadyé.